



JEAN-CLAUDE
MICHÉA

Notre ennemi,
le capital

Champs **essais**

JEAN-CLAUDE MICHÉA

Notre ennemi, le capital

« Il est aujourd'hui plus facile d'imaginer la fin du monde – écrivait le philosophe américain Fredric Jameson – que celle du capitalisme. » On ne saurait mieux résumer le paradoxe de notre temps. »

Dans ce livre à l'ironie mordante, Jean-Claude Michéa décortique les implications morales et matérielles du capitalisme, et montre les dangers de ce système doublement destructeur pour l'environnement et le lien social. Il devient donc urgent de renoncer au mythe du progrès et de prendre en compte les aspirations des classes populaires pour en finir avec ce système dépassé.

Une réflexion stimulante, qui synthétise de nombreuses idées de la pensée anticapitaliste actuelle et évoque des pistes pour reconstruire une société viable. L'espoir d'un monde décent est encore possible.

Jean-Claude Michéa est philosophe. Il est notamment l'auteur de *L'Empire du moindre mal* (Climats, 2006 ; « Champs », 2010), *Le Complexe d'Orphée* (Climats, 2011 ; « Champs », 2014) et *Le Loup dans la bergerie socialiste* (Climats, 2018).

En couverture: © Chen Liu / EyeEm / Getty Images.

Flammarion

NOTRE ENNEMI, LE CAPITAL

Du même auteur

Orwell anarchiste tory, Climats, 1995, nouvelle édition 2000.

Les Intellectuels, le peuple et le ballon rond, Climats, 1998, nouv. éd. 2003 et 2010.

L'Enseignement de l'ignorance, Climats, 1999, nouv. éd. 2006.

Les Valeurs de l'homme contemporain (avec Alain Finkielkraut et Pascal Bruckner), Éditions du Tricorne-France Culture, 2001.

Impasse Adam Smith, Climats, 2002 ; Champs, 2006.

Orwell éducateur, Climats, 2003.

L'Empire du moindre mal, Climats, 2007 ; Champs, 2010.

La Double Pensée, Champs, 2008.

Le Complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès, Climats, 2011 ; Champs, 2014.

L'Âme de l'homme sous le capitalisme, postface à *La Culture de l'égoïsme* – Discussion entre Christopher Lasch et Cornelius Castoriadis, Climats, 2012.

Les Mystères de la gauche. De l'idéal des Lumières au triomphe du capitalisme absolu, Climats, 2013 ; Champs, 2014.

Le plus beau but était une passe, Climats, 2014, nouv. éd. 2018.

La Gauche et le Peuple, avec Jacques Julliard, Flammarion, 2014 ; Champs, 2017.

Le Loup dans la bergerie socialiste, Climats, 2018.

Jean-Claude Michéa

NOTRE ENNEMI,
LE CAPITAL

Notes sur la fin des jours
tranquilles

Champs essais

© Climats, un département des éditions Flammarion, 2017.

© Flammarion, 2018, pour cette édition.

ISBN : 978-2-0814-2233-9

À Linda, épouse toujours aussi patiente et merveilleuse.

À Lola et Kim.

Et à Noëlle, bien sûr.

« L'économie c'est la méthode. Mais notre but reste de changer le cœur et l'âme de l'être humain. »

Margaret Thatcher
(Sunday Times, 3 mai 1981)

« Quand bien même de nombreuses autres conséquences de cet ordre social témoignent de sa monstruosité, de son caractère éphémère et de son aberration d'une façon plus crue et plus manifeste, son absurdité n'affleure nulle part de manière aussi définitive que dans cette dégénération imperceptible et silencieuse de peuples entiers, démontrant avec force que la dernière tendance immanente du système capitaliste n'est autre que l'anéantissement de l'espèce humaine. La lutte contre cet ordre est une nécessité pour la conservation de l'humanité. »

Rosa Luxemburg, « La statistique démographique en France » (1898), in *Le Socialisme en France*, Agone, 2013.

« À peine sortis des massacres de la Commune, rappelons à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la gauche versaillaise, non moins que la droite, a commandé le massacre de Paris, et que l'armée des massacreurs a reçu les félicitations des uns comme des autres. Versaillais de droite et Versaillais de gauche doivent être égaux devant la haine du peuple. »

Manifeste des proscrits de la Commune,
Londres, 1874.

AVANT-PROPOS

Dans sa préface à la première édition allemande du *Capital*, parue à Londres en juillet 1867, Marx écrivait que le « but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la *société moderne* ». Il s'agissait donc très clairement, dans son esprit, d'armer intellectuellement les travailleurs de son époque contre les *nouvelles* nuisances, servitudes et aliénations d'un système social et économique lui-même entièrement *nouveau* (sans quoi il se serait probablement contenté d'écrire un ouvrage intitulé *L'Alliance du trône et de l'autel* ou, plus sobrement, *La Réaction*). On comprend alors que Marx n'ait jamais songé une seule fois – pas plus, d'ailleurs, que les autres grands socialistes et anarchistes du XIX^e siècle – à inscrire ses combats politiques sous le signe de la « gauche », fût-elle une gauche « radicale » ou une « gauche de gauche ». Ce qui traduit le mieux, en effet, l'esprit constant de cette dernière, c'est, avant tout, le célèbre mot d'ordre de Mai 68 : « Cours plus vite, camarade, le *vieux monde* est derrière toi ! »

(« vieux monde » dans lequel – ironisait Orwell – l’homme de gauche « progressiste » pourra tout aussi bien inclure « la guerre, le nationalisme, la religion et la monarchie » que « les paysans, les professeurs de grec, les poètes et les chevaux¹ »). Or il est clair que la véritable maxime socialiste (nous verrons plus loin ce que recouvre exactement ce terme) devrait bien plutôt être, au contraire : « Cours moins vite, camarade, le *nouveau monde* – celui du réchauffement climatique, de Goldman Sachs et de la Silicon Valley – est devant toi ! ». En choisissant pour titre de cet essai *Notre ennemi, le capital*, j’ai donc simplement voulu rappeler la nécessité, et l’urgence, d’en revenir au trésor perdu de la critique socialiste originelle, convaincu qu’à l’heure de la mondialisation et du libéralisme triomphant, c’est bien d’abord la poursuite continuelle et insensée de la quête du *profit capitaliste* qui menace de détruire, à terme, la nature et l’humanité.

Le point de départ de ce petit livre est un entretien accordé au jeune site socialiste et décroissant Le Comptoir et rédigé en janvier et février 2016. Il est reproduit ici sans aucune modification. Les notes qui accompagnent cet entretien – ainsi que les « scolies » qui lui font suite – ont été écrites, quant à elles, entre mars et août 2016. Le lecteur ne doit pas s’inquiéter de la structure arborescente qui en est la conséquence naturelle (structure qui rend possible, c’est du moins toujours mon sentiment, un mode d’exposition plus

1. *Essais, articles, lettres, Volume II*, Ivrea/Éditions de l’Encyclopédie des Nuisances, 1995, p. 180.

« dialectique » – ou, si l'on préfère une formule plus *jeune*, « en 3D »). De fait, ces « scolies » ont d'abord été construites pour pouvoir être lues comme autant de chapitres indépendants et selon un ordre linéaire (*notes des scolies comprises*). Nul besoin par conséquent que le lecteur change quoi que ce soit à sa manière habituelle de lire et qu'il s'égaré ainsi dans d'inutiles va-et-vient entre le texte principal et les notes qui l'étoffent ou le prolongent. Je remercie évidemment toute l'équipe du site Le Comptoir – et tout particulièrement, Kevin Victoire et Mikaël Faujour – pour leur initiative et leur collaboration.

ENTRETIEN

QUESTION 1

Les cinq dernières décennies ont été marquées en Occident par l'avènement de la société de consommation et l'arrivée de la culture de masse, qui ont opéré une uniformisation des modes de vie inédite. Pasolini, dont vous êtes un grand lecteur, notait il y a quarante ans que les classes populaires ont été « atteintes dans le fond de leur âme, dans leurs façons d'être » et que l'âme du peuple a non seulement été « égratignée, mais encore lacérée, violée, souillée à jamais ». Peut-on encore réellement dans ces conditions parler de peuple et de *common decency* ?

Il convient d'abord de rappeler que ce que vous appelez la « société de consommation » (telle qu'elle se met en place aux États-Unis au début des années 1920) trouve elle-même sa condition préalable dans la nécessité inhérente à toute économie libérale de poursuivre à *l'infini* le processus de mise en valeur du capital. Nécessité contradictoire – puisque nous vivons dans un monde clos – mais qui constitue, depuis la révolution industrielle, la clé d'intelligibilité *principale* (quoique non exclusive) du mouvement des sociétés modernes¹. Dans un monde où chacun doit

1. Une connaissance minimale des bases du calcul exponentiel (savoir enseigné en classe de terminale) suffit à montrer, une fois pour toutes, à quel point est aberrante l'idée de subordonner le sort de l'humanité à celui d'une *croissance continue*. « Avec une hausse du PNB par tête de 3,5 % par an – observe ainsi Serge Latouche dans *L'Âge des limites* (Mille et Une Nuits, 2012) –, on aboutit à une multiplication de 31 en un siècle, de 972 en deux siècles et de 30 000 en trois siècles ! Croit-on vraiment qu'une croissance infinie est possible sur une planète finie ? » C'est pourtant sur ce dogme insensé que s'appuient

finir, tôt ou tard, par être mis en concurrence avec tous – conformément au principe libéral d'*extension du domaine de la lutte* –, il est en effet vital, si l'on veut rester dans la course, d'accroître sans cesse la valeur de son capital de départ (toute attitude « conservatrice » étant nécessairement suicidaire dans une économie « ouverte » et *théoriquement* concurrentielle) [A].

Bien entendu, cette injonction *systémique* à la « croissance » et à l'« innovation » n'explique pas seulement la tendance dominante du capital – comme le confirme la moindre partie de Monopoly – à se concentrer entre des mains toujours moins nombreuses (62 individus détiennent aujourd'hui une fortune équivalente à celle de la moitié la plus pauvre de l'humanité !). En conduisant à subordonner toute production de biens ou de services à l'exigence *prioritaire* du « retour sur investissement » (quand bien même la plupart des marchandises ainsi produites se révéleraient tout à fait inutiles, voire toxiques ou nuisibles pour le climat et la santé humaine) elle encourage simultanément le rêve positiviste d'un monde « axiologiquement neutre¹ » – dont l'ultime impératif

encore la « science » économique officielle et les « experts » qui se succèdent en boucle dans ce que Marx appelait la « presse aux ordres de la Bourse ».

1. Dans son *Dictionnaire philosophique*, Voltaire se réjouissait sans réserve de cet idéal de neutralité axiologique, et de ses vertus supposées pacificatrices, qui animait le libéralisme économique naissant : « Vers l'an 1750 – écrivait-il ainsi – la nation, rassasiée de vers, de tragédies, de comédies, d'opéras, de romans, d'histoires romanesques, de réflexions morales plus

catégorique serait *business is business* – contribuant ainsi à noyer progressivement les vertus humaines les plus précieuses (celles qui fondent, par exemple, la civilité quotidienne et les pratiques de réciprocité et d'entraide) dans « les eaux glacées du calcul égoïste » (Marx). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la critique des premiers socialistes s'arrêtait rarement aux seuls aspects inégalitaires et abrutissants du nouveau mode de production industriel (les fameux *satanic mills* de William Blake). Elle portait tout autant – sinon plus – sur le type de société atomisée, mobili-taire¹ et agressivement individualiste qui en constitue l'envers moral, psychologique et culturel obligé (« cette société – notait Pierre Leroux – où tout le

romanesques encore, et de disputes théologiques sur la grâce et sur les convulsions, se mit enfin à raisonner sur les blés » (article « Blé »). Notons que cet article fondamental a mystérieusement disparu de presque toutes les éditions courantes du *Dictionnaire philosophique*. Et il resterait, bien sûr, à répondre à la question suivante : « La neutralité axiologique est-elle axiologiquement neutre ? » (cf. Philippe Chanial, *La Sociologie comme science politique*, La Découverte, 2011, p. 33).

1. Rappelons que la « mobilité » (qu'il s'agisse de celle des capitaux, des marchandises et des humains eux-mêmes) définit, depuis Adam Smith, la condition *sine qua non* de tous les équilibres entre l'offre et la demande (il convient d'abolir – écrivait par exemple ce dernier dans la *Richesse des nations* (1776) – tout ce qui peut « entraver la libre circulation du travail et des capitaux, tant d'un emploi à un autre que d'un lieu à un autre »). C'est pourquoi Kristin Ross a pu voir avec raison dans cet appel constant au nomadisme généralisé (du Medef à l'extrême gauche moderne) le « premier impératif catégorique de l'ordre économique » libéral.

monde veut être monarque » et que Proudhon décrivait, pour sa part, comme le « règne de l'absolutisme individuel¹ ». Une fois reconnu ce lien *structurel* entre « la démoralisation et l'isolement qui enferment chacun dans sa misère privée » (Jaime Semprun) et cette *guerre quotidienne de tous contre tous* qui constitue l'essence du libéralisme économique, on comprend alors mieux pour quelles raisons logiques le déchaînement planétaire des politiques libérales – sur fond de renoncement de l'intelligentsia de gauche, à partir de la fin des années 1970, à toute critique radicale du système fondé sur l'accumulation du capital – ne pouvait effectivement conduire qu'à saper indéfiniment les fondements mêmes (qu'ils soient anthropologiques, moraux, ou culturels) de toute vie réellement *commune*².

Cela dit, et à moins d'endosser entièrement cette vision haineuse et méprisante des classes « subalternes » qui était celle, lors du procès d'Outreau, de

1. Il est donc pour le moins ambigu (quoique assurément révélateur) d'écrire, comme le fait Olivier Besancenot, que « les révolutionnaires ne se sont jamais battus pour autre chose que pour l'épanouissement *individuel* » (*Révolution !*, Flammarion, 2003, p. 29).

2. Sur l'impossibilité pour la philosophie libérale de penser de façon cohérente l'instance de la *vie commune* (elle ne peut reconnaître que la vie publique – entièrement réglée par le Droit – et la vie privée, dont elle n'a théoriquement rien à dire), je renvoie à mon texte *Droit, libéralisme et vie commune* (novembre 2015) à paraître dans la revue du MAUSS de l'automne 2016 (<http://www.journaldumauss.net/?Droit-liberalisme-et-vie-commune>)

l'incroyable juge Burgaud (vision dans laquelle il n'est d'ailleurs pas très difficile de retrouver le véritable arrière-plan psychologique et intellectuel de toutes les croisades médiatiques et universitaires contre le « populisme »), il me semble néanmoins prématuré d'en conclure que les notions de « décence commune¹ » ou de « peuple » (lui-même à présent réduit par la sociologie d'État à un improbable conglomerat de « minorités ») [B] appartiendraient désormais à un passé révolu. Car s'il est effectivement incontestable que des pans entiers de l'univers moral et culturel des *gens ordinaires* – pour reprendre l'expression d'Orwell – se sont d'ores et déjà volatilisés sous l'effet des dynamiques « axiologiquement neutres² » de la

1. Pour une illustration précise de cette « décence ordinaire » qui suscite inmanquablement le « ricanement sarcastique » (Orwell) des âmes bien nées, on se reportera au témoignage, en tout point admirable, de Joaquim Serrat (*Chemins d'espoir et d'exil*, Les Éditions Libertaires, 2015). L'originalité de cet ouvrage est de décrire la guerre civile espagnole à travers le quotidien d'une famille – celle de l'auteur – et d'un petit village anarchiste de la province de Teruel. Témoignage véritablement orwellien par sa décence intellectuelle et qui permet de mesurer, au passage, tout ce qui sépare la sensibilité anarchiste originelle – celle d'un Proudhon, d'un Gustav Landauer ou d'un Kropotkine – de ce néo-anarchisme indissolublement libéral et œdipien qui sert si souvent de refuge, aujourd'hui, aux enfants perdus des nouvelles classes moyennes des grandes métropoles. C'est ce dévoiement de la tradition anarchiste originelle que Murray Bookchin dénonçait déjà, en 1995, dans *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism*.

2. La récente proposition des institutions européennes d'inclure dans le calcul du PIB le chiffre d'affaires de la

mondialisation juridique et marchande (il suffit d'observer la progression constante des comportements « autistiques » ou asociaux dans l'espace public), il me paraît non moins évident que cette « dissolution de tous les liens sociaux » (Debord) est encore *très loin* d'avoir atteint ce stade ultime de l'atomisation du monde que Marx associait, dans le livre I du *Capital*, à l'axiomatique même du libéralisme politique. À savoir celui d'une société où « chacun ne pense qu'à lui et personne ne s'inquiète de l'autre » et dans laquelle « la seule force qui mette en présence et en rapport les individus est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, et de leurs intérêts privés » (une telle description s'appliquerait déjà beaucoup mieux, en revanche, au monde impitoyable des élites modernes).

La plupart des études consacrées à ce sujet (essentiellement, il est vrai, dans les pays anglo-saxons) confirment, en effet, de façon très claire que les valeurs *traditionnelles* d'entraide et de solidarité

délinquance et de la prostitution offre, si besoin était, une illustration limpide de cette *neutralité axiologique* constitutive de la « croissance » (ou, si l'on préfère, de l'accumulation du capital). Pour ne rien dire ici des stupéfiantes révélations faites, en 2009, par Antonio Maria Costa (dans un silence médiatique d'ailleurs assez assourdissant). Pour ce responsable de l'Office des nations unies contre la drogue et le crime, ce sont en effet près de 352 milliards de dollars appartenant aux différentes mafias de la planète dont les États libéraux ont couvert le blanchiment, lors de la crise de 2008, dans le cadre de leurs efforts pour sauver le système financier mondial.

– celles que Marx lui-même (je renvoie ici aux travaux décisifs de Teodor Shanin et de Kevin Anderson¹) avait fini par considérer, dans les dernières années de sa vie, comme l'une des conditions les plus indispensables de la révolution socialiste – sont encore massivement présentes dans les milieux populaires. Si l'on en doute, il suffit de se poser la question suivante : par quel miracle, en effet, les gens ordinaires – dont l'immense majorité doit aujourd'hui vivre avec *moins* de 2 000 € par mois² – pourraient-ils faire face aux inévitables aléas de l'existence quotidienne (perte d'emploi ou chute dans la précarité, accident de santé, déménagement imposé par les politiques libérales de « flexibilité », dégât des eaux ou cambriolage, réparation de la vieille voiture indispensable pour faire ses

1. *Marx aux antipodes. Nations, ethnicité et sociétés non occidentales* (Kevin B. Anderson, Syllepse, 2015) et *Late Marx and the Russian Road* (sous la direction de Teodor Shanin, Monthly Review Press Classics, New York, 1983) [C].

2. On reste confondu, de ce point de vue, devant l'incroyable maladresse politique – s'il ne s'agit que de maladresse – du slogan fièrement brandi par certains étudiants (et *lycéens* !) lors des manifestations d'avril 2016 : « Moi, pour 1200 € par mois, je ne me lève pas ! » Si justifié soit-il dans l'absolu, un tel slogan (qui se présentait comme une version officiellement plus « radicale » des paroles du rappeur marseillais SCH) ne pouvait en effet être reçu par les personnes les plus modestes – celles qui n'ont évidemment pas d'autre choix possible que de se lever chaque matin – que comme un affront personnel et un nouveau signe de cet incroyable *mépris de classe* dont la gauche des nouvelles classes moyennes (s'il en existe encore une autre) est devenue tristement coutumière. Et c'est ainsi que le Front national grandit.

courses ou se rendre au travail, etc.) si ne subsistait pas, dans des proportions encore considérables, cette pratique traditionnelle de l'entraide et du « coup de main » – entre parents, amis, voisins ou collègues – qui constitue l'essence même de ce que Mauss appelait l'« esprit du don » ? De toute évidence, l'idée désormais largement répandue dans le clergé universitaire selon laquelle « le peuple n'existe plus » relève beaucoup plus du *wishful thinking* de ceux qui ont personnellement tout à craindre de son réveil politique que de l'analyse objective du monde réel [D].

QUESTION 2

Aujourd'hui, le libéralisme culturel longtemps hégémonique a du plomb dans l'aile. De plus en plus de voix, de Zemmour à Finkielkraut, attaquent dans les médias la fameuse « pensée unique » et brisent le politiquement correct. Au sein de la gauche de gouvernement, la « ligne Valls », sécuritaire et peu portée sur le « sociétal », semble l'avoir définitivement emporté sur la « ligne Taubira », plus laxiste. Pourtant, l'économie de marché connaît de moins en moins de contestation. La phase « libertaire » du libéralisme, qui a émergé après Mai 68 et que vous avez abondamment analysée dans vos ouvrages, est-elle maintenant derrière nous ?

Il me semble que c'est surtout là une de ces illusions d'optique qui font le charme de la société du spectacle ! Et comme cette illusion trouve sa source première dans certaines particularités de la situation politique actuelle, il me semble indispensable de revenir un instant sur les racines réelles de cette dernière. Au début de l'année 1996, dans leurs *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, les rédacteurs de l'*Encyclopédie des nuisances* avaient ainsi annoncé, avec leur lucidité coutumière, « qu'il n'y aurait pas de "sortie de crise" ; que la crise économique, la dépression, le chômage, la précarité de tous, etc., étaient devenus le mode de fonctionnement même de l'économie planétarisée ; *que ce serait de plus en plus comme cela* ». Vingt ans plus tard, on est bien obligé d'admettre que ce jugement (qui avait suscité, à l'époque, le sourire goguenard de *ceux qui savent*) a non seulement été entièrement confirmé par les faits mais qu'il rencontre également un écho grandissant dans toutes les classes populaires européennes (et même, désormais, aux États-Unis), comme

en témoignent abondamment les progrès constants de l'abstention, du vote blanc ou du nombre de suffrages se reportant sur les partis dits « antisystème » ou « populistes ». Tout se passe, en effet, comme si ces classes populaires étaient partout en train de prendre conscience, fût-ce sous des formes mystifiées, que les deux grands partis du *bloc libéral* (ceux que Podemos appelle à juste titre les « partis dynastiques ») n'avaient, en somme, plus d'autre idéal concret à leur proposer que la dissolution continuelle de leurs manières de vivre spécifiques – et de leurs derniers acquis sociaux – dans le mouvement sans fin de la croissance mondialisée, que celle-ci soit repeinte en vert ou encore aux couleurs du « développement durable », de la « transition énergétique » et de la « révolution numérique ».

Devant cette nouvelle situation, où ceux d'en bas apparaissent de moins en moins sensibles, expérience oblige, aux vertus de l'*alternance unique*, l'aile gauche et l'aile droite du château libéral (dont les ultimes différences tiennent surtout, désormais, aux ambitions personnelles de leurs dirigeants et aux particularités encore marquées de leur électorat historique) se retrouvent donc peu à peu contraintes de réfléchir en commun sur les différentes façons possibles de « gouverner autrement ». Autrement dit, de prolonger de quelques décennies encore la survie d'un système qui prend aujourd'hui l'eau de toutes parts. Une des solutions les plus prometteuses, à moyen terme, serait

incontestablement celle d'un « compromis historique » de type nouveau, que ce compromis prenne la forme d'une « grande coalition » à l'allemande, d'un « front républicain » à la française¹, ou même, si une situation internationale favorable le permettait, d'une nouvelle « union sacrée² ». C'est donc d'abord à la

1. Une des principales difficultés pratiques que soulève tout gouvernement de coalition, c'est qu'il conduit mécaniquement, pour chacun des deux grands partis en présence, à diviser par deux le nombre de postes à pourvoir, de subventions à répartir et de privilèges à distribuer. Les deux ailes du château libéral se retrouvent alors inévitablement contraintes, pour surmonter cette difficulté, de faire progressivement le ménage sur leurs marges respectives. Au besoin – c'est forcément encore plus vrai pour l'aile gauche de ce château, du fait de son rapport constitutif à l'idéologie – en n'hésitant pas à agiter cyniquement devant elles toute une série de chiffons rouges (déchéance de la nationalité, état d'urgence, etc.) avant tout destinés à provoquer artificiellement ces inévitables réactions pavloviennes qui permettront de les isoler encore plus de l'électorat populaire (la « gauche de la gauche » maîtrisant toujours à la perfection, comme on le sait, l'art suicidaire de se couper du peuple). On comprend alors mieux que tous ceux qui ont de bonnes raisons de penser qu'ils ne trouveront pas de place sur le canot de sauvetage puissent se découvrir brusquement une âme de « frondeur » et les agneaux d'hier se transformer provisoirement en « loups ». Même un Benoît Hamon ou une Cécile Duflot.

2. On ne doit jamais oublier que la *guerre* demeure toujours l'ultime moyen dont disposent les sociétés libérales pour permettre à l'accumulation du capital de poursuivre à l'infini sa course suicidaire. Quels que soient, par exemple, les mérites du New Deal, la société américaine connaissait encore, en 1939, un taux de chômage de 14 %. Ce n'est, en réalité, qu'avec le passage à l'économie de guerre que le chômage engendré par la

N° d'édition : L.01EHQN000984.N001
Dépôt légal : septembre 2018